



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

2016

SITUATION DES FORÊTS DU MONDE

RÉSUMÉ

**FORÊTS ET AGRICULTURE:
DÉFIS ET POSSIBILITÉS
CONCERNANT L'UTILISATION
DES TERRES**

TABLE DES MATIÈRES

Cette brochure reprend les messages clés et le contenu des chapitres 2, 3, 4 et 5 du rapport sur la **Situation des forêts du monde 2016**. Les figures, tableaux et cartes sont extraits de ladite publication.

AVANT-PROPOS	4
MESSAGES CLÉS	6
CHANGEMENT D'UTILISATION DES TERRES: LES TENDANCES	8
► FIGURE 2.1 Répartition des terres entre les grandes classes d'utilisations, 2010	9
► FIGURE 2.2 Changement net annuel moyen des superficies forestière et agricole dans les différents domaines climatiques, 2000-2010	9
► FIGURE 2.8 Changements nets des superficies agricole et forestière, par pays, 2000-2010	10
► FIGURE 2.5 Changement net annuel moyen des superficies forestière et agricole dans les pays classés par catégorie de revenu, 2000-2010	12
► FIGURE 2.9 Estimation A) de la répartition de l'ensemble des changements d'utilisation des terres entre les différentes causes directes de la déforestation et B) du changement net de la superficie forestière associé aux différentes causes directes de la déforestation, par région, sur la période 2000-2010	12
● MESSAGES CLÉS	14
GOVERNANCE ET GESTION DU CHANGEMENT D'UTILISATION DES TERRES	16
► FIGURE 3.2 Éléments qui contribuent à la perte de forêt, comme indiqué (mention unique) dans les politiques forestières des sept pays qui ont enregistré une diminution de leur superficie forestière et une augmentation de leur superficie agricole sur la période 2000-2010	18
► FIGURE 3.8 Lien entre l'investissement dans l'agriculture, l'évolution de la superficie forestière et la pauvreté	19
● MESSAGES CLÉS	20
FAIRE DE LA PLACE AUX FORÊTS ET À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	22
► Facteurs clés qui contribuent aux tendances positives constatées s'agissant de la sécurité alimentaire et du couvert forestier au Chili (ENCADRÉ 4.1) , au Costa Rica (ENCADRÉ 4.2) , en Gambie (ENCADRÉ 4.3) , en Géorgie (ENCADRÉ 4.4) , au Ghana (ENCADRÉ 4.5) , en Tunisie (ENCADRÉ 4.6) et au Viet Nam (ENCADRÉ 4.7)	24
● MESSAGES CLÉS	30
VERS UNE MEILLEURE GOUVERNANCE DE L'UTILISATION DES TERRES POUR LES FORÊTS ET L'AGRICULTURE	32



AVANT-PROPOS

La *Situation des forêts du monde 2016* arrive à point nommé, alors que la FAO se prépare pour assumer son rôle clé, à savoir aider les pays à mettre au point leurs plans, politiques et programmes nationaux en vue de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, les dirigeants reconnaissent que nous ne pouvons plus aborder l'alimentation, les moyens d'existence et la gestion des ressources naturelles séparément. Ce programme appelle à l'adoption d'une approche cohérente et intégrée de la durabilité dans tous les secteurs agricoles et systèmes alimentaires.

Le présent rapport analyse les défis et les possibilités inhérents aux relations complexes qui unissent les forêts, l'agriculture et le développement durable. Il démontre que la gestion durable des forêts et de l'agriculture et leur intégration dans les plans d'utilisation des terres sont essentielles pour atteindre les objectifs de développement durable, garantir la sécurité alimentaire et faire face au changement climatique.

Nous savons que les forêts et les arbres contribuent à la durabilité de l'agriculture, par exemple en stabilisant les sols et le climat, en régulant les flux de l'eau, en fournissant ombrage et protection et en offrant un habitat aux pollinisateurs et aux prédateurs naturels des organismes nuisibles à l'agriculture. Intégrés de façon judicieuse dans les paysages agricoles, les forêts et les arbres peuvent donc améliorer la productivité agricole. Ils contribuent aussi à garantir la sécurité alimentaire de centaines de millions de personnes, pour lesquelles ils constituent d'importantes sources de nourriture, d'énergie et de revenu, en particulier pendant les périodes difficiles.

Cela étant, l'agriculture reste le principal moteur de la déforestation dans le monde, et les politiques agricoles, forestières et foncières sont souvent en conflit.

La *Situation des forêts du monde 2016* montre que certains pays sont parvenus à concilier les aspirations des différents secteurs et à améliorer la productivité agricole et la sécurité alimentaire de leurs populations tout en stoppant, voire en inversant, la déforestation. Le rapport présente des études de cas sur sept de ces pays; d'autres ont connu des transitions similaires. Aujourd'hui, le défi à relever est d'encourager ces tendances positives dans les pays – en particulier à faible revenu – dans lesquels l'insécurité alimentaire règne toujours et dont la superficie forestière se réduit encore.

La planification intégrée de l'utilisation des terres offre un cadre stratégique essentiel qui permet de trouver un juste équilibre entre les différentes utilisations des terres. Il est important de noter que ces processus de planification doivent être participatifs. En effet, ce sont les agriculteurs et les autres habitants des zones rurales qui devront, en définitive, mettre les plans en pratique, et ils le feront seulement si ces plans répondent à leurs besoins et servent leurs intérêts.

La FAO s'efforce d'être une plateforme d'échange neutre où les pays peuvent accéder à des informations objectives et se réunir en vue de débattre librement des moyens disponibles pour l'intensification durable de l'agriculture. Ce rapport doit venir nourrir ce dialogue. La *Situation des forêts du monde 2016* contient plusieurs recommandations concernant les approches que les pays peuvent adopter, avec l'aide de la communauté internationale, pour mieux intégrer les forêts et l'agriculture tout en améliorant la sécurité alimentaire et en réduisant la perte de superficie forestière. Il est bien sûr inévitable que, dans certains pays, les forêts continuent de laisser la place aux terres agricoles. Toutefois, s'il est effectué de façon planifiée et intégrée, le changement d'utilisation des terres des forêts vers l'agriculture sera moins néfaste pour l'environnement et donnera de meilleurs résultats sur les plans économique et social.

Les forêts et l'agriculture ont un rôle capital à jouer pour permettre aux pays de tenir l'engagement historique qu'ils ont pris, au titre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui est de libérer le monde du double fléau de la pauvreté et de la faim. Cela suppose toutefois que l'on mette en place rapidement une collaboration et des partenariats plus étroits entre les différents secteurs et à toutes les échelles. Je ne doute pas que le présent rapport encouragera le secteur des forêts et celui de l'agriculture, ainsi que les autres secteurs importants tels que ceux de l'énergie, de l'eau et du développement rural, à travailler ensemble en vue d'atteindre les objectifs de développement durable.



José Graziano da Silva
Directeur général de la FAO

MESSAGES CLÉS

SITUATION DES FORÊTS DU MONDE 2016



1 Pour répondre à la demande mondiale croissante d'aliments et autres produits issus des terres, on aura besoin de **PAYSAGES À FORTE PRODUCTIVITÉ** qui soient gérés de façon durable.



2 Les forêts jouent un rôle essentiel dans **LE CYCLE DE L'EAU, LA CONSERVATION DES SOLS, LE PIÉGEAGE DU CARBONE ET LA PROTECTION DES HABITATS**, y compris ceux des pollinisateurs. Leur gestion durable est cruciale pour l'agriculture durable et la sécurité alimentaire.



3 L'agriculture demeure le principal moteur de la déforestation dans le monde, et il est urgent de favoriser des **INTERACTIONS PLUS POSITIVES** entre l'agriculture et les forêts.



4 Les 17 objectifs de développement durable (ODD) convenus par les pays en 2015 sont «**INTÉGRÉS ET INDIVISIBLES**». Les progrès en direction de l'agriculture durable, de la sécurité alimentaire et de la gestion durable des forêts, éléments essentiels des ODD, doivent être menés de front.



5 Il est nécessaire d'**AMÉLIORER LA COORDINATION** entre les politiques relatives aux forêts, à l'agriculture, à l'alimentation, à l'utilisation des terres et au développement rural. Il est tout aussi important de disposer d'un cadre juridique clair régissant le changement d'utilisation des terres, notamment des régimes fonciers sûrs qui reconnaissent les droits traditionnels coutumiers en matière d'utilisation des terres et des produits forestiers.



6 Lorsque l'agriculture commerciale à grande échelle est le principal moteur du changement d'utilisation des terres, **UNE MAÎTRISE EFFICACE DU CHANGEMENT**, assortie de protections sociale et environnementale appropriées, est nécessaire. Les initiatives privées de gouvernance, telles que les systèmes de certification volontaire et les engagements en faveur de la déforestation zéro, ont également un effet positif.



7 Lorsque l'agriculture locale de subsistance est le principal moteur du changement d'utilisation des terres, des mesures de plus grande ampleur visant à **ATTÉNUER LA PAUVRETÉ** et à **FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT RURAL** devraient être mises en place à côté des actions visant à améliorer les pratiques locales concernant les utilisations agricoles, agroforestières et autres des terres.



8 L'AMÉNAGEMENT INTÉGRÉ DU TERRITOIRE fournit un cadre stratégique permettant de trouver un équilibre entre les utilisations des terres à l'échelle nationale, infranationale et au niveau du paysage. Il devrait comporter une participation significative des parties prenantes afin d'asseoir la légitimité des plans d'aménagement du territoire et d'obtenir l'adhésion des parties prenantes pour leur mise en œuvre et leur suivi.



9 On peut parvenir à la sécurité alimentaire par une **INTENSIFICATION DE L'AGRICULTURE** et d'autres mesures telles que la protection sociale, plutôt que par l'expansion des superficies agricoles aux dépens des forêts.

CHANGEMENT D'UTILISATION DES TERRES: LES TENDANCES

Les tendances en matière de changements

d'utilisation des terres sont analysées au chapitre 2 du rapport 2016 sur la *Situation des forêts du monde*, qui est axé sur la perte de superficie forestière par conversion à l'agriculture et les gains de superficie forestière sur des terres précédemment utilisées pour l'agriculture. Une brève rétrospective montre que la relation entre la croissance démographique, la demande accrue des terres agricoles et les pertes de superficie forestière est vieille de plusieurs millénaires et que les forêts se sont parfois reconstituées naturellement lorsque les pressions de déforestation se sont atténuées. La déforestation était à son maximum dans les zones tempérées jusqu'à la fin du XIX^e siècle et c'est aujourd'hui dans les zones tropicales qu'elle prédomine. Ces dernières années, les superficies forestières nettes ont progressé dans les zones tempérées et les superficies forestières sont restées relativement stables dans les zones boréales et subtropicales.

Entre 2000 et 2010, il y a eu une perte nette de superficie forestière de 7 millions d'hectares par an dans les pays tropicaux et un gain net de superficie des terres agricoles de 6 millions d'hectares par an. C'est dans le groupe des pays à faible revenu, qui connaissent une croissance de leurs populations rurales, que l'on a observé la perte nette de superficie forestière et le gain net de terres agricole les plus importants pendant cette période. Dans les zones tropicales et subtropicales, la déforestation est imputable à l'agriculture commerciale à grande échelle, à l'agriculture de subsistance locale, aux infrastructures, à l'expansion urbaine et à l'extraction minière à raison, respectivement, de 40 pour cent environ, de 33 pour cent, de 10 pour cent, de 10 pour cent et de 7 pour cent, avec, cependant, des variations importantes



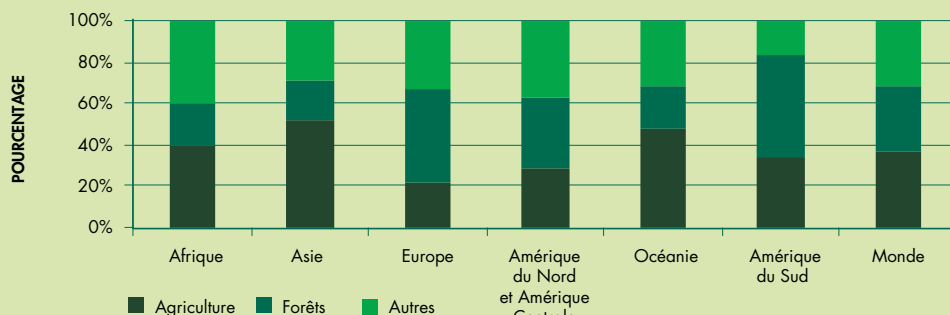
©FAO/Giulio Napolitano

NIGER

Sous un soleil plombant, des animaux s'abritent à l'ombre d'un arbre sur leur route entre Niamey et Nera.

selon les régions. Ainsi, l'agriculture de rente est responsable de près de 70 pour cent de la déforestation en Amérique latine, mais d'un tiers seulement en Afrique, où la déforestation tient davantage à l'agriculture à petite échelle.

Parmi les éléments sous-jacents ayant une incidence sur la conversion des forêts, il faut citer la croissance démographique et la modification des habitudes alimentaires; les changements d'ordre agricole tels que l'évolution des marchés, les améliorations technologiques et les interventions politiques actives et enfin, la sécurité des régimes fonciers et la gouvernance des changements d'utilisation des terres. Entre 2010 et 2015, les pertes de superficies forestières (pour l'essentiel constituées de forêts naturelles) ont été en partie compensées par l'effet conjugué d'une expansion naturelle des forêts, souvent sur des terres agricoles abandonnées (2,2 millions d'hectares par an), et de l'établissement de forêts de plantation (3,1 millions d'hectares par an).

FIGURE 2.1**RÉPARTITION DES TERRES ENTRE LES GRANDES CLASSES D'UTILISATIONS, 2010**

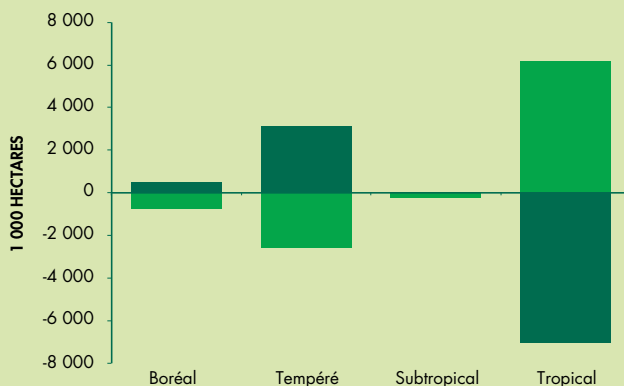
Remarque: Le qualificatif «autres» désigne les terres qui n'entrent ni dans la catégorie «terres agricoles» ni dans la catégorie «forêts». SOURCE: FAO, 2015a, 2016a.

La figure ci-dessus présente la répartition de la superficie totale des terres entre l'agriculture, les forêts et les autres utilisations dans différentes régions du monde, en 2010. C'est en Asie que l'on trouve la proportion la plus élevée de terres agricoles (52 pour cent) et la proportion la plus faible de forêts (19 pour cent). L'Europe, Fédération de Russie comprise,

compte la proportion la plus faible de terres agricoles (21 pour cent) et la deuxième plus grande proportion de forêts (46 pour cent). À l'échelle de la planète, l'agriculture occupe plus d'un tiers (37,7 pour cent) des terres, tandis que les forêts et les autres utilisations représentent un peu moins d'un tiers chacune (30,7 pour cent et 31,6 pour cent, respectivement).

FIGURE 2.2**CHANGEMENT NET ANNUEL MOYEN DES SUPERFICIES FORESTIÈRE ET AGRICOLE DANS LES DIFFÉRENTS DOMAINES CLIMATIQUES, 2000-2010**

■ Changement net annuel moyen de la superficie forestière, 2000-2010
■ Changement net annuel moyen de la superficie agricole, 2000-2010



SOURCE: FAO, 2015a, 2016a.

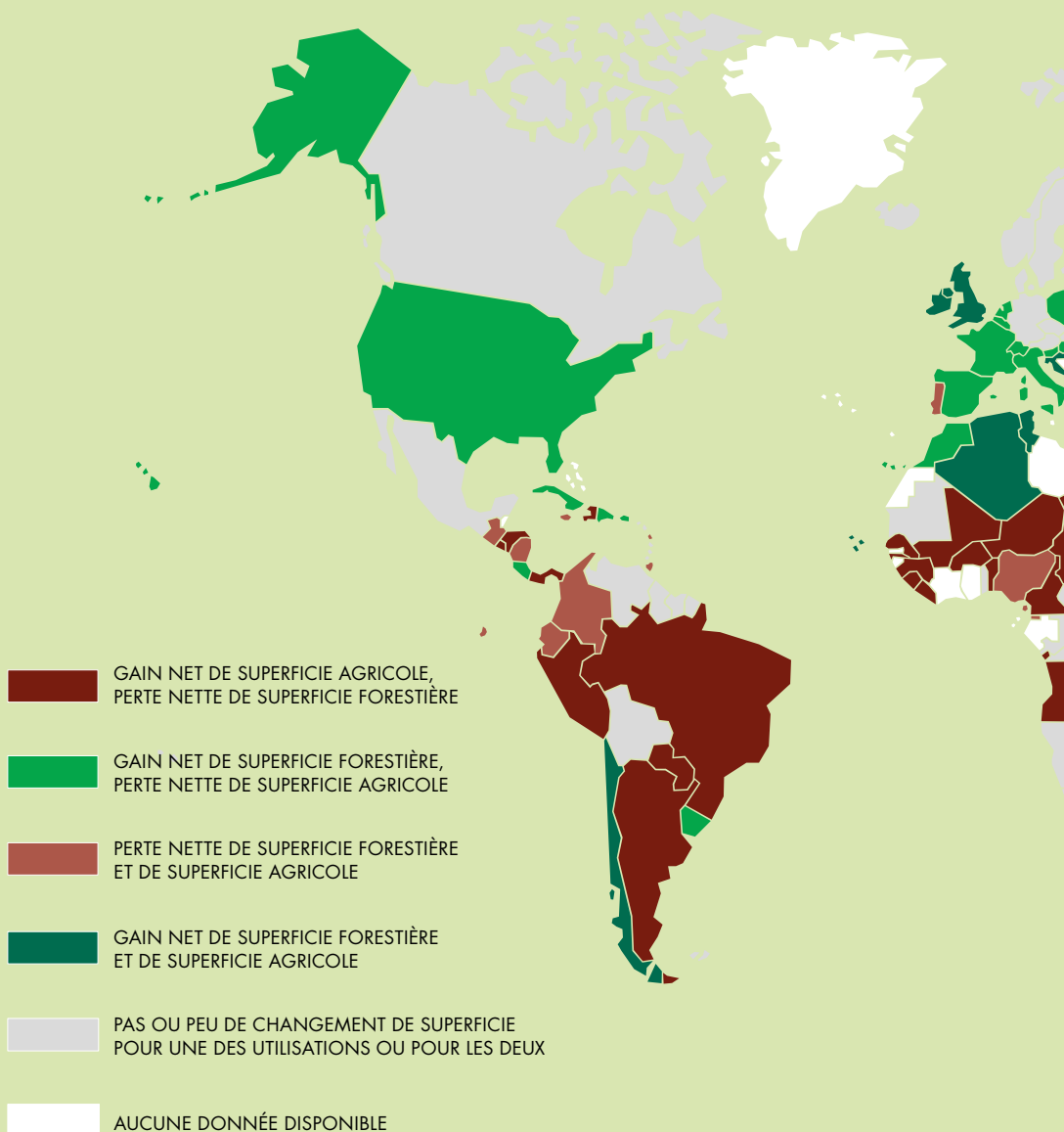
Cette figure présente le changement net annuel moyen des superficies forestière et agricole, sur la période 2000-2010, dans les quatre grands domaines climatiques (boréal, tempéré, subtropical et tropical). Dans le domaine boréal, la superficie des forêts s'est étendue et celle des terres agricoles a diminué sur la décennie. On a constaté une évolution similaire (augmentation de la superficie forestière et diminution de la superficie agricole)

dans le domaine tempéré. Cette tendance s'explique en grande partie par l'expansion naturelle de la forêt sur les terres agricoles abandonnées, y compris les parcours, sur les territoires de l'ex Union soviétique. On constate ainsi, par exemple, une augmentation de 26 millions d'hectares de la superficie forestière sur des terres agricoles abandonnées au Bélarus, au Kazakhstan et en Fédération de Russie (Lambin et Meyfroidt, 2011).

CHANGEMENT D'UTILISATION DES TERRES: LES TENDANCES

FIGURE 2.8

CHANGEMENTS NETS DES SUPERFICIES AGRICOLE ET FORESTIÈRE, PAR PAYS/TERRITOIRE, 2000-2010



Sont présentées ici les différentes combinaisons de gains nets ou de pertes nettes de superficie forestière et de superficie agricole dans les différents pays/territoires du monde, sur la période 2000-2010.

La plupart des 33 pays et territoires en marron foncé sur la carte (couleur qui indique une perte nette de superficie forestière et un gain net de superficie agricole sur la période 2000-2010) se trouvent en Afrique, en Amérique du Sud, en Amérique

centrale, en Asie du Sud et en Asie du Sud-Est.

Dix-sept pays et territoires (en marron clair) ont fait état de la diminution de la superficie de leurs terres agricoles et de leurs forêts: l'Australie, le Bangladesh, la Colombie, l'Équateur, la Guadeloupe, le Guatemala, la Guinée équatoriale, les Îles Vierges américaines, la Jamaïque, Maurice, le Népal, le Nicaragua, le Nigéria, le Portugal, la République de Corée, Sainte Lucie et Trinité-et-Tobago. Six

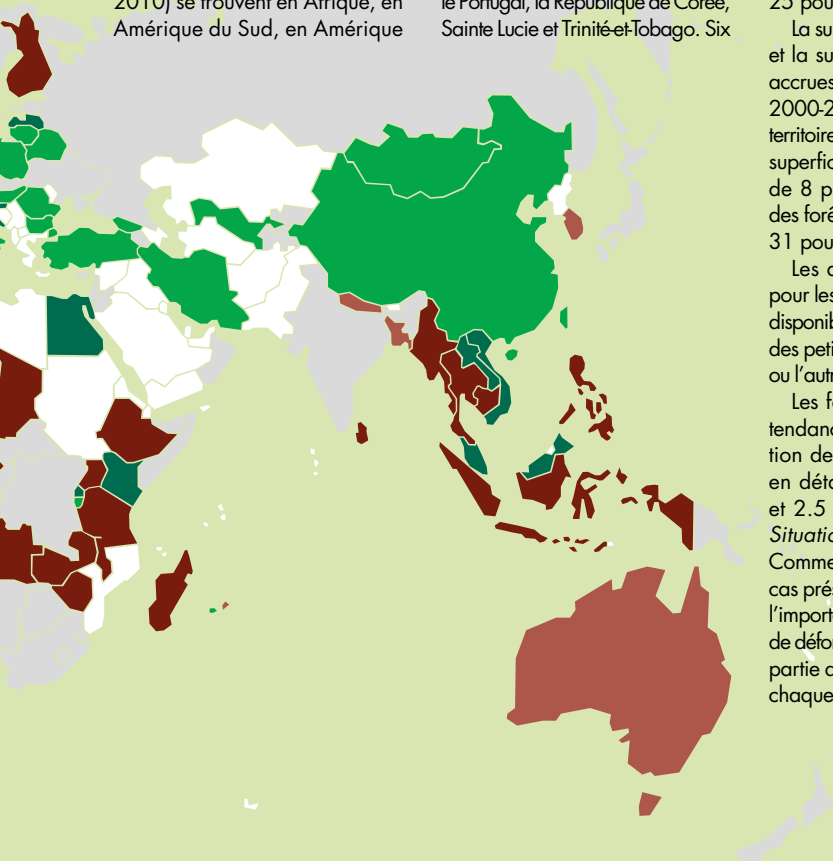
d'entre eux sont des petits États insulaires en développement et n'apparaissent pas sur la carte.

La superficie forestière a augmenté et la superficie agricole s'est réduite dans les 29 pays ou territoires en vert clair (principalement dans le domaine climatique tempéré). La superficie forestière s'y est accrue de 6 pour cent sur cette période, et la superficie des forêts plantées s'est accrue de 25 pour cent.

La superficie des terres agricoles et la superficie forestière se sont accrues toutes deux sur la période 2000-2010 dans les 15 pays ou territoires indiqués en vert foncé. La superficie forestière s'y est accrue de 8 pour cent, et la superficie des forêts plantées s'est accrue de 31 pour cent.

Les autres pays ou territoires pour lesquels des données étaient disponibles ont enregistré seulement des petits changements dans l'une ou l'autre des utilisations des terres.

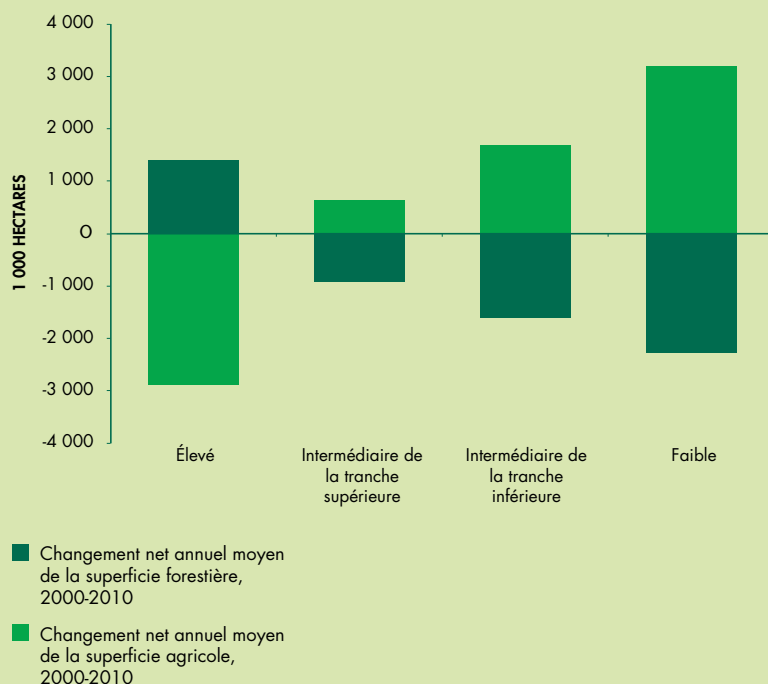
Les facteurs qui jouent sur les tendances mondiales de l'utilisation des terres sont étudiés plus en détail dans les sections 2.4 et 2.5 du rapport 2016 sur la *Situation des forêts* du monde. Comme le montrent les études de cas présentées dans le chapitre 4, l'importance des différents moteurs de déforestation dépend en grande partie des réalités de terrain dans chaque pays.



SOURCE: FAO, 2015a, 2016a.

FIGURE 2.5

CHANGEMENT NET ANNUEL MOYEN DES SUPERFICIES FORESTIÈRE ET AGRICOLE DANS LES PAYS CLASSÉS PAR CATÉGORIE DE REVENU, 2000-2010



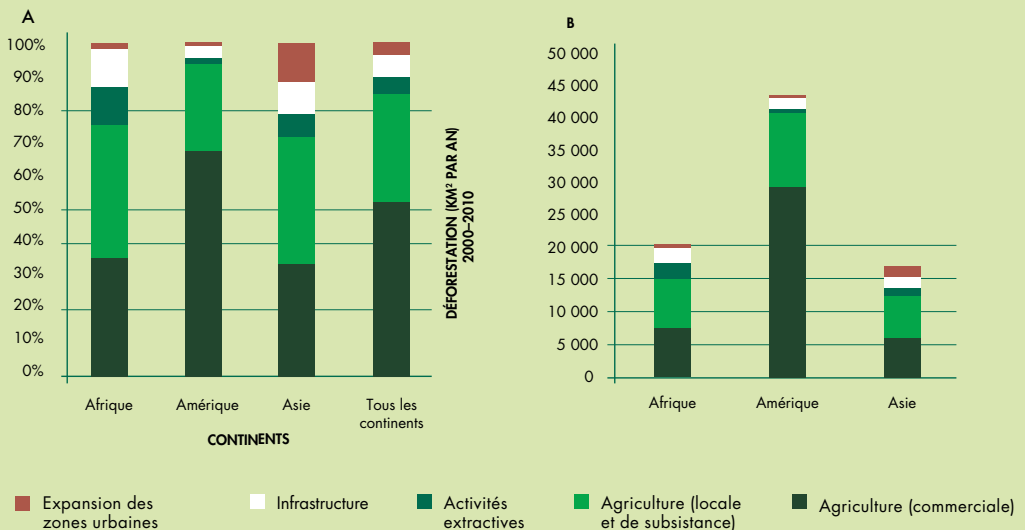
SOURCE: FAO, 2015a, 2016a.

Cette figure explore la dynamique du changement d'utilisation des terres sur la période 2000-2010 en examinant les changements annuels nets moyens des superficies forestière et agricole des différents pays classés par catégorie de revenu. Dans l'ensemble, les pays à revenu élevé ont enregistré une réduction de leur superficie agricole et une augmentation de leur superficie forestière sur

la période considérée. Dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et à faible revenu, la superficie forestière a diminué dans l'ensemble. La plus grande perte annuelle de superficie forestière et le plus grand gain annuel net de superficie agricole ont été constatés dans les pays à faible revenu.

FIGURE 2.9

ESTIMATION A) DE LA RÉPARTITION DE L'ENSEMBLE DES CHANGEMENTS D'UTILISATION DES TERRES ENTRE LES DIFFÉRENTES CAUSES DIRECTES DE LA DÉFORESTATION ET B) DU CHANGEMENT NET DE LA SUPERFICIE FORESTIÈRE ASSOCIÉ AUX DIFFÉRENTES CAUSES DIRECTES DE LA DÉFORESTATION, PAR RÉGION, SUR LA PÉRIODE 2000-2010



SOURCE: Adapté de Hosonuma *et al.*, 2012.

Nous montrons ici l'importance relative des différentes causes directes de la déforestation selon les régions. L'agriculture commerciale a été à l'origine de près de 70 pour cent de la déforestation en Amérique latine sur la période 2000-2010. En Amazonie, plus particulièrement, la production agroindustrielle pour les marchés internationaux, par exemple l'élevage extensif, la culture de soja et les plantations de palmiers à huile, est considérée comme l'une des principales causes de la déforestation survenue après les années 1990 (Rudel *et al.*, 2009; Boucher *et al.*, 2011).

En Asie du Sud-Est, les plantations de palmiers à huile créées pour l'industrie alimentaire et, dans une certaine mesure, la production d'agrocultures, ont remplacé des superficies importantes de forêt naturelle.

Par exemple, la superficie des plantations de palmiers à huile en Malaisie est passée de 2,4 à 4,2 millions d'hectares entre 1990 et 2005, remplaçant, selon les estimations, 1 million d'hectares de forêts (ou plus) sur cette période. La superficie des plantations de palmiers à huile en Indonésie est passée de 1,7 à 6,1 millions d'hectares entre 1990 et 2000, remplaçant, selon les estimations entre 1,7 et 3 millions d'hectares de forêts (Fitzherbert *et al.*, 2008).

La petite agriculture est le principal moteur de la déforestation en Afrique, où de nombreux ménages pauvres, en particulier en Afrique subsaharienne, adoptent des stratégies agricoles et d'autres stratégies de création de revenu peu risquées et à faible rendement (FAO, 2015b).

MESSAGES CLÉS

CHANGEMENT D'UTILISATION DES TERRES: LES TENDANCES



1 Dans le cadre de leur **DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE**, les sociétés humaines convertissent depuis des milliers d'années les forêts à des usages agricoles. Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, c'est dans le domaine climatique tempéré que l'on déboisait le plus. Aujourd'hui, c'est dans le domaine tropical que la déforestation est la plus forte.



2 **DANS LE DOMAINE TROPICAL, LA PERTE ANNUELLE NETTE DE SUPERFICIE FORESTIÈRE**, entre 2000 et 2010, était d'environ **7 MILLIONS** d'hectares, et l'**AUGMENTATION ANNUELLE NETTE DE LA SUPERFICIE DES TERRES AGRICOLES** était de plus de **6 MILLIONS D'HECTARES**. On a constaté d'importantes variations régionales: l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud, l'Afrique subsaharienne, l'Asie du Sud et l'Asie du Sud-Est ont toutes enregistré des pertes nettes de superficie forestière et des gains nets de superficie agricole.



3 On a enregistré **DES GAINS NETS DE SUPERFICIE FORESTIÈRE ET DES PERTES NETTES DE SUPERFICIE AGRICOLE EN EUROPE, EN AMÉRIQUE DU NORD ET EN ASIE DU NORD-EST**. Les facteurs qui ont contribué à l'augmentation nette de la superficie forestière sont notamment l'atténuation de la pression sur les forêts du fait de la croissance économique, la décroissance de la population en milieu rural ou encore l'amélioration de la productivité agricole, ainsi que des politiques efficaces qui visaient à l'expansion de la superficie forestière.



4 Entre 2000 et 2010, la **PLUS GRANDE PERTE NETTE DE SUPERFICIE FORESTIÈRE** et le **PLUS GRAND GAIN NET DE SUPERFICIE AGRICOLE** ont été constatés dans les **PAYS À FAIBLE REVENU**, où la perte nette de forêt a été mise en relation avec l'accroissement des populations rurales.



5 Dans les **PAYS TROPICAUX ET SUBTROPICAUX**, **L'AGRICULTURE** commerciale à grande échelle et l'agriculture de subsistance étaient **À L'ORIGINE DE 73 POUR CENT DE LA DÉFORESTATION**, avec d'importantes variations régionales. Par exemple, l'agriculture commerciale était à l'origine de près de 70 pour cent de la déforestation en Amérique latine, mais de seulement un tiers de celle-ci en Afrique, où la petite agriculture est un facteur de déforestation plus important.



6 LA DEMANDE MONDIALE DE PRODUITS AGRICOLES VA CONTINUER D'AUGMENTER. Les améliorations techniques peuvent accroître l'offre mondiale en renforçant la productivité, mais il est clairement nécessaire d'adopter une approche stratégique et cohérente des politiques relatives à l'agriculture, aux forêts et aux autres ressources naturelles.

GOVERNANCE ET GESTION DU CHANGEMENT D'UTILISATION DES TERRES

Les modalités selon lesquelles **les pays traitent les changements d'utilisation des terres** diffèrent grandement (passage d'une utilisation forestière à une utilisation agricole, et évolution inverse), par exemple dans l'optique des politiques nationales, des cadres juridiques, des investissements dans l'agriculture et les forêts et des mécanismes institutionnels. Les règles *de facto* ont souvent une forte influence sur les résultats, en particulier lorsque les politiques établies manquent de clarté, sont insuffisamment appliquées ou ne répondent pas aux besoins des parties prenantes légitimes.

Une analyse des politiques de 35 pays a révélé qu'un peu moins de la moitié de ces pays traitent expressément des changements d'utilisation des terres (passage d'une utilisation forestière à une utilisation agricole et évolution inverse) dans leurs principaux documents d'orientation. Il est de plus en plus nécessaire que les pays tiennent compte des changements d'utilisation des terres dans les politiques nationales, notamment à la lumière des récents accords internationaux, tels que le programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'accord de Paris sur les changements climatiques.

Dans les politiques forestières de sept pays ayant connu une réduction des superficies forestières et une expansion des superficies agricoles pendant la période 1990-2015, ces changements étaient attribués aux éléments suivants: pressions agricoles, dont les cultures



©FAO/Hoang Dinh Nam

VIET NAM

Un ingénieur met en évidence les liens entre la gestion de la forêt et du sol et la protection de l'eau.

itinérantes, le défrichement agricole, l'accaparement des terres et le pâturage; exploitation pour l'obtention de produits forestiers, notamment le bois de feu; enfin, facteurs sociaux, en particulier la croissance démographique, la pauvreté et l'implantation d'habitations et d'industries. Dans les politiques agricoles qui concernaient les forêts, les avantages

forestiers les plus fréquemment cités étaient l'utilisation de produits forestiers non ligneux destinés à l'alimentation humaine et animale; des mesures de protection des cultures et des sols; le piégeage du carbone, des avantages liés à l'eau et enfin, l'agroforesterie.

Malgré la reconnaissance de l'importance d'une approche coordonnée et cohérente des politiques en matière d'utilisation des terres, rares étaient, parmi les documents décrivant les politiques analysés, ceux qui décrivaient de façon détaillée la façon dont il fallait procéder pour ce faire, et un quart seulement environ présentait des preuves d'une coordination entre l'agriculture et les intérêts liés aux forêts. Certains documents relatifs aux politiques, et notamment consacrés à la sécurité alimentaire et au développement national, donnaient de bons exemples de mesures de coordination.

Une analyse des cadres juridiques a montré qu'il était important de reconnaître formellement les droits traditionnels reposant sur les droits fonciers coutumiers, en particulier pour les personnes vulnérables et tributaires des forêts. L'analyse a également renseigné sur les dispositions juridiques applicables à la conversion des terres boisées en terres agricoles et les difficultés que comportait leur mise en application.

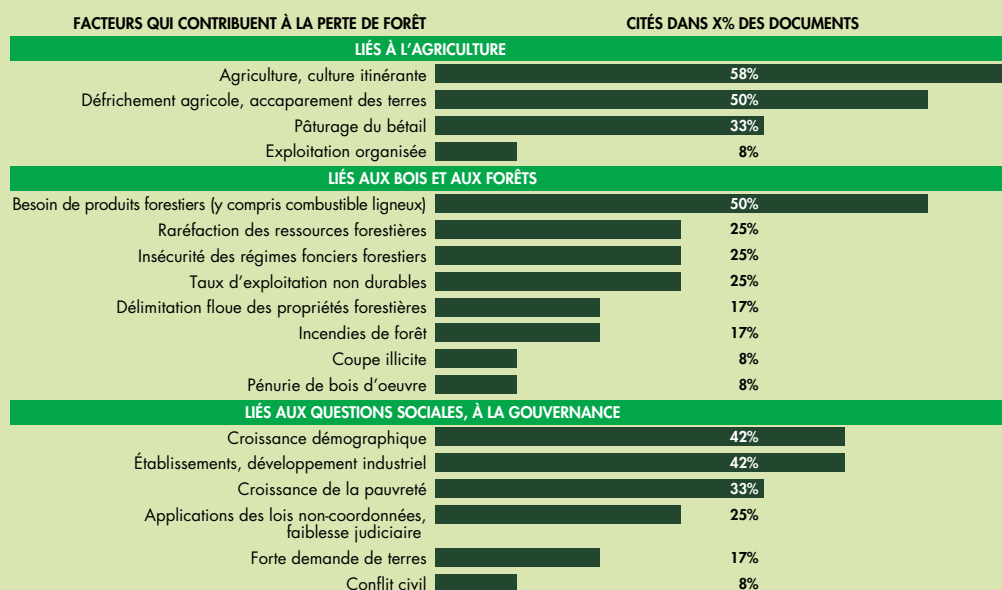
L'examen des investissements dans l'agriculture et les forêts et de leurs incidences

sur l'utilisation des terres a mis en lumière les relations entre les variations du couvert forestier, les investissements dans l'agriculture et les forêts et la pauvreté. En général, les pertes de superficie forestière sont d'autant plus importantes dans les pays à faible revenu que les investissements dans l'agriculture et les forêts sont modestes. Les investissements publics directs sont de plus en plus axés sur les programmes sociaux et de protection de l'environnement et d'autres biens publics (tels que la recherche-développement), et l'accent est de plus en plus mis sur la mise en place de conditions favorables aux investissements du secteur privé. Tout programme visant à inciter à l'investissement devrait comporter des mesures sociales et de protection de l'environnement.

L'analyse a montré l'importance d'un aménagement intégré du territoire et d'approches participatives faisant appel à des outils tels que les évaluations de l'aptitude des terres et de la prise en compte pleine et entière des vues des parties prenantes. Le cadre institutionnel devrait être constitué d'organisations de la société civile et du secteur privé ainsi que d'instances publiques, cette représentativité aidant à légitimer les politiques nationales, à améliorer la gouvernance et la gestion des changements d'utilisation des terres et à stimuler la mise en place de partenariats de nature à renforcer l'efficacité de la mise en œuvre.

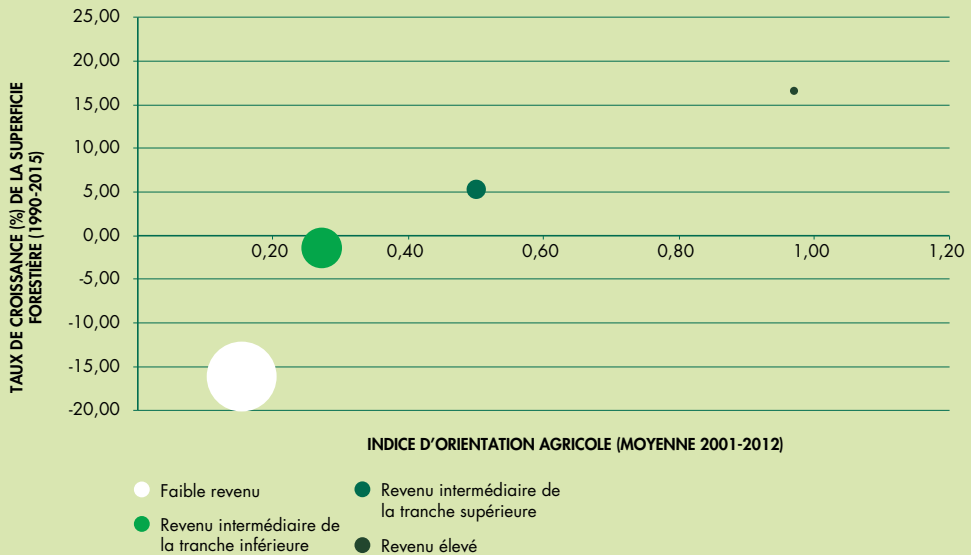
FIGURE 3.2

ÉLÉMENTS QUI CONTRIBUENT À LA PERTE DE FORÊT, COMME INDiqué (MENTION UNIQUE) DANS LES POLITIQUES FORESTIÈRES DES SEPT PAYS QUI ONT ENREGISTRÉ UNE DIMINUTION DE LEUR SUPERFICIE FORESTIÈRE ET UNE AUGMENTATION DE LEUR SUPERFICIE AGRICOLE SUR LA PÉRIODE 2000-2010



Nous avons étudié plus en détail les documents relatifs à la politique forestière de sept pays qui avaient enregistré une réduction de leur superficie forestière et une augmentation de leur superficie agricole entre 2000 et 2010, afin de mieux cerner les causes de la perte de forêt, telles qu'elles sont énumérées dans les politiques forestières. Il a été démontré que les sept pays ont, dans leurs politiques forestières, désigné l'agriculture (et notamment la culture itinérante, le défrichement

agricole, l'accaparement des terres et le pâturage du bétail) comme un des éléments qui contribuent à la perte de forêt, et que tant les entreprises agricoles que les petits agriculteurs sont considérés comme étant à l'origine de la conversion des forêts en terres agricoles. Selon les documents, la demande de produits forestiers, la croissance démographique, la pauvreté et le développement comptent parmi les autres causes évoquées de la perte de forêt.

FIGURE 3.8**LIEN ENTRE L'INVESTISSEMENT DANS L'AGRICULTURE, L'ÉVOLUTION DE LA SUPERFICIE FORESTIÈRE ET LA PAUVRETÉ**

Remarque: La taille de la bulle représente l'incidence de la pauvreté à 1,90 USD par jour.

SOURCE: FAO, 2015a, 2015b.

L'agriculture est le secteur le plus important de nombreux pays en développement, surtout les pays à faible revenu et à déficit vivrier, à la fois en termes d'emploi et de contribution au produit intérieur brut (PIB), la part de l'agriculture dans le PIB pouvant s'élever à 30 pour cent. Dans ces pays, les dépenses publiques consacrées à l'agriculture sont un instrument de politique important pour promouvoir la croissance agricole et la sécurité alimentaire (FAO, 2012c). Cependant, selon l'indice d'orientation agricole de la FAO (FAO, 2015c), les dépenses publiques consacrées à l'agriculture en proportion de la contribution de ce secteur au PIB sont en recul dans bon nombre de ces pays. La pauvreté et la faim, perpétuées par l'absence de

perspectives économiques, forcent les personnes pauvres à exploiter les ressources naturelles qui les entourent. Le recul de la forêt est dès lors une caractéristique immuable dans de nombreux pays à faible revenu et à déficit vivrier où les pouvoirs publics investissent peu dans l'agriculture. La figure montre que la perte de couvert forestier est la plus forte dans les pays dont l'indice d'orientation agricole est faible, qui sont par ailleurs des pays à faible revenu. Cette constatation va dans le sens des conclusions de précédentes études, qui ont montré que l'agriculture de subsistance et l'agriculture commerciale à grande échelle étaient des moteurs importants de déforestation dans certains pays et dans certaines régions.

MESSAGES CLÉS

GOVERNANCE ET GESTION DU CHANGEMENT D'UTILISATION DES TERRES



1 La plupart des pays ont adopté des politiques officielles pour leurs secteurs forestier et agricole, mais il devient de plus en plus nécessaire de définir des **POLITQUES SUR LE CHANGEMENT D'UTILISATION DES TERRES** entre les forêts et l'agriculture, eu égard aux accords internationaux conclus récemment, tels que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris sur le **CHANGEMENT CLIMATIQUE**.



2 On pourrait simplifier la gouvernance du changement d'utilisation des terres en assurant une **MEILLEURE COORDINATION** des politiques sur les forêts, l'agriculture, l'alimentation, l'utilisation des terres, le développement rural, l'eau et le changement climatique. Cette coordination supposerait de définir des priorités intersectorielles ou des objectifs stratégiques concernant le changement d'utilisation des terres, et de mettre en place les modalités institutionnelles appropriées.



3 LES CADRES JURIDIQUES dans lesquels s'inscrit la conversion des forêts en terres agricoles sont souvent complexes, et les pratiques locales informelles peuvent avoir une forte influence dans les cas où la mise en œuvre et l'application des lois sont défailtantes. Le droit coutumier, fondé sur les droits traditionnels, joue un rôle particulièrement important pour les groupes vulnérables.



4 Le recul de la forêt est une caractéristique de nombreux pays à faible revenu et à déficit vivrier où les pouvoirs publics investissent peu dans l'agriculture et les forêts. Les pays qui favorisent **L'INVESTISSEMENT ET LA VALEUR AJOUTÉE DANS L'AGRICULTURE**, et qui fournissent une **INFRASTRUCTURE PORTEUSE**, luttent contre le problème de la perte de forêt plus efficacement que ceux où l'investissement est faible.



5 La gouvernance et la gestion du changement d'utilisation des terres nécessitent une **APPROCHE SUR PLUSIEURS FRONTS** comprenant: l'élaboration de politiques coordonnées; des droits fonciers sûrs; l'application efficace des lois; des mesures d'incitation économique ciblées en vue de favoriser l'intensification durable de l'agriculture, la gestion durable des forêts et l'investissement social dans les zones rurales; une forte participation des parties prenantes; des partenariats public-privé; une planification intégrée de l'utilisation des terres; et le suivi adéquat des changements dans l'utilisation des terres.



6 La perte de forêt est généralement plus faible dans les pays où l'on **INVESTIT DANS LE SECTEUR FORESTIER**. Certains pays investissent dans les forêts selon des modalités qui contribuent à la réalisation d'objectifs sociaux et environnementaux plus larges liés à l'emploi, au changement climatique, à la dégradation des terres, à la restauration des paysages et à la résilience de l'agriculture.



7 La planification de l'utilisation des terres est un élément important pour créer un **CADRE STRATÉGIQUE** permettant de trouver un juste équilibre entre les utilisations concurrentielles des terres des différentes parties prenantes. Ce cadre devrait englober les organismes publics, les communautés locales, les organisations de la société civile et les représentants des intérêts du secteur privé.

FAIRE DE LA PLACE AUX FORÊTS ET À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Des études de cas consacrées à sept pays - Chili, Costa Rica, Gambie, Géorgie, Ghana, Tunisie et Viet Nam - démontrent qu'il est possible d'améliorer la sécurité alimentaire tout en maintenant, voire en accroissant le couvert forestier. Tous ces pays, sauf un, ont obtenu un changement positif pendant la période 1990-2015 pour deux indicateurs de la sécurité alimentaire - la prévalence de la sous-alimentation et le nombre de personnes sous-alimentées - ainsi que des expansions de la superficie forestière. Ils ont également été choisis pour fournir des exemples de différentes régions et de différents niveaux de revenus.

Chaque étude de cas contient des informations sur le contexte économique et démographique, les tendances en matière de sécurité alimentaire, d'agriculture et d'état des forêts, le cadre d'action, les cadres juridique et institutionnel et les principaux facteurs favorisant des tendances positives en matière de sécurité alimentaire et de superficie forestière.

Tous les pays ayant fait l'objet de ces études ont connu une croissance économique favorable, parfois associée à des réformes économiques structurelles. La plupart des études de cas ont mis en évidence des liens entre la pauvreté et l'insécurité alimentaire et l'importance qu'il y avait à ajouter l'élimination de la pauvreté et la réduction des inégalités aux principaux objectifs nationaux. Un certain nombre d'études de cas



©Sebastian Liste/NOOR pour FAO

SIERRA LEONE

La directrice d'un centre local agroalimentaire dans une parcelle communautaire de choux.

démontrent l'utilité d'une approche équilibrée des secteurs de l'agriculture et des forêts lors de l'élaboration de politiques et instruments de politiques visant à parvenir à une évolution positive dans le secteur forestier tout en améliorant la sécurité alimentaire et la productivité agricole. Elles laissent penser que la mise en place

d'économies agricoles orientées vers les marchés et ouvertes devrait être assortie de protections sociales complémentaires et d'une protection environnementale, par exemple de mesures prémunissant les ménages vulnérables contre les effets des fluctuations sur les marchés mondiaux et de mesures de nature à prévenir les dommages environnementaux provoqués par une production agricole plus intensive. Les pays en question ont reconnu l'ensemble des avantages économiques, sociaux et environnementaux que procurent les forêts, notamment leur contribution à l'expansion du développement durable, à la réduction de la pauvreté et aux programmes visant à faire face au changement climatique.

Les études de cas montrent l'importance qu'il y a à utiliser des instruments de politiques appropriées pour accroître la productivité agricole et promouvoir une gestion durable des forêts; les pays ayant fait l'objet de ces études ont utilisé diverses mesures fiscales - telles que des avantages et des allègements - ainsi que des outils réglementaires pour y parvenir. Toutes les études ont mis en évidence la nécessité de disposer d'un cadre juridique et institutionnel efficace, d'un régime foncier prévisible et sûr et de mesures visant à régler les changements d'utilisation des terres, notamment l'obligation de procéder à des évaluations d'impact environnemental et de mettre en œuvre une protection

spéciale pour des zones désignées. Elles ont également montré l'importance d'un financement adéquat par un investissement du secteur public dans le secteur agricole, le secteur forestier et les programmes généraux de développement rural. Les sources de financement identifiées dans les études de cas étaient notamment les budgets de l'État, des mécanismes de paiement pour services environnementaux, la vente de produits issus de forêts domaniales, des redevances, la taxation des produits forestiers, des prélèvements à l'exportation, l'aide publique au développement et potentiellement, le mécanisme REDD. Certaines études de cas ont indiqué que la cession des droits de gestion des forêts aux communautés locales avait aidé à améliorer les moyens d'existence et à renforcer l'appui local à la gestion durable des forêts. Les rôles et responsabilités respectifs des gouvernements et des communautés locales doivent être clairement définis lorsque les droits de gestion sont cédés.

Les études de cas ont démontré l'importance qu'il y a à faire appel à des approches intégrées d'aménagement du territoire à l'échelle du pays, du paysage et au niveau local, notamment par des plans directeurs d'aménagement du territoire, une collaboration entre les instituts de recherche agronomique et forestière et les services de vulgarisation, l'aménagement des bassins versants et les systèmes agroforestiers.



ENCADRÉ 4.1

FACTEURS CLÉS QUI CONTRIBUENT AUX TENDANCES POSITIVES CONSTATÉES AU CHILI S'AGISSANT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DU COUVERT FORESTIER

- La croissance économique dans un marché ouvert et concurrentiel a conduit à l'accroissement des exportations et à la réduction du chômage et de la pauvreté. Un cadre d'institutions fiables a soutenu la croissance économique et a fourni une protection sociale.
- Le secteur agricole s'est montré souple dans sa réaction face à l'évolution des conditions de marché, s'agissant notamment du potentiel à l'exportation, et il a réagi positivement aux réductions tarifaires en remplaçant les cultures traditionnelles par des cultures plus rentables.
- La productivité des cultures s'est améliorée du fait de l'utilisation des meilleures technologies disponibles et de l'agrandissement des exploitations, qui a engendré des économies d'échelle.
- Les financements sont disponibles, principalement grâce aux banques commerciales. Les instruments financiers publics ont surtout été utilisés pour encourager l'investissement privé, pour restaurer les sols dégradés et pour améliorer les systèmes d'irrigation.
- Des programmes bien ciblés menés à la poursuite d'objectifs sociaux et d'objectifs de production ont aidé les petites et moyennes entreprises, notamment en fournissant une assistance technique, un soutien financier et des formations pour améliorer la productivité et la durabilité des exploitations familiales.
- Les plantations forestières destinées à la production de bois d'œuvre pour une transformation industrielle et à la fourniture d'avantages environnementaux tels que la protection des sols ont été encouragées grâce à des subventions pour le boisement, à une obligation légale de replanter après abattage et à une réaction positive du secteur privé face à ces possibilités.
- La reconnaissance, au niveau des politiques, du potentiel de l'agriculture et des forêts, compte tenu de l'aptitude des terres à différentes utilisations, a entraîné un soutien solide et efficace en faveur des deux secteurs.

**ENCADRÉ 4.2**
**FACTEURS CLÉS QUI CONTRIBUENT AUX
TENDANCES POSITIVES CONSTATÉES AU COSTA
RICA S'AGISSANT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
ET DU COUVERT FORESTIER**

- Les changements structurels apportés dans l'agriculture ont atténué les pressions en faveur de la conversion des forêts pour une utilisation agricole et ont conduit à l'accroissement de la superficie des forêts secondaires.
- Les politiques agricoles et alimentaires ont visé à renforcer la compétitivité de l'entreprise à toutes les échelles, y compris au niveau de la production locale.
- Le gouvernement a réagi à l'escalade des prix alimentaires en 2008 en favorisant la production alimentaire et en apportant une assistance sociale aux familles vulnérables.
- Des mesures légales de contrôle ont été mises en place pour prévenir le changement d'utilisation des forêts naturelles.
- Un financement stable pour les forêts est assuré depuis 1997 au moyen d'un système de paiements pour services environnementaux (PSE). Les priorités pour ce financement sont notamment la protection des forêts et des bassins versants, la conservation, les systèmes d'agroforesterie et sylvopastoraux, ainsi que le boisement avec des espèces autochtones.
- Les aires protégées publiques ont été consolidées, et certains propriétaires privés souhaitent adopter des approches similaires sur leurs terres de façon à pouvoir bénéficier de l'écotourisme et du système PSE.
- Les changements structurels apportés dans l'agriculture ont atténué les pressions en faveur de la conversion des forêts pour une utilisation agricole et ont conduit à l'accroissement de la superficie des forêts secondaires.

**ENCADRÉ 4.3**
**FACTEURS CLÉS QUI CONTRIBUENT AUX
TENDANCES POSITIVES CONSTATÉES EN
GAMBIE S'AGISSANT DE LA SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE ET DU COUVERT FORESTIER**

- Le développement de l'agriculture nationale (par exemple par l'accroissement de la superficie des terres arables portant des cultures et par l'accroissement de la production de riz) et la hausse des importations de produits alimentaires ont réduit à la fois la prévalence de la sous-alimentation et le nombre de personnes sous-alimentées.
- Le transfert de la propriété des forêts aux communautés aux fins de la gestion durable et la reconnaissance de plus en plus nette de l'importance que revêt la gestion participative des forêts ont contribué à atténuer les pressions exercées sur les ressources forestières et à accroître les bénéfices produits par les forêts et revenant aux communautés locales.
- L'appui extérieur a contribué à favoriser l'innovation et le développement dans les secteurs agricole et forestier, par exemple en renforçant les organisations de producteurs communautaires.
- L'inclusion de la gestion durable des forêts dans le plan national gambien d'investissement agricole montre combien il est important d'adopter une approche globale, qui reconnaît, par exemple, que l'érosion des terres plus élevées entraîne un envasement dans les basses-terres et que l'expansion agricole doit se faire sur des terres sous-cultivées pour éviter le défrichement agricole sur les forêts.
- Le public a été sensibilisé aux problèmes associés à la dégradation des terres et à ses causes (activités humaines et variations climatiques, par exemple).



ENCADRÉ 4.4

FACTEURS CLÉS QUI CONTRIBUENT AUX TENDANCES POSITIVES CONSTATÉES EN **GÉORGIE S'AGISSANT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DU COUVERT FORESTIER**

- ▶ Le fait que les populations quittent les zones forestières a réduit les pressions exercées sur les forêts par l'abattage et le pâturage excessifs.
- ▶ Le remplacement des permis à court terme pour la production ligneuse par des licences à plus long terme (jusqu'à 20 ans) a amélioré la gestion des forêts.
- ▶ La prise de conscience du fait que la législation en vigueur n'est pas conforme aux principes de la gestion durable des forêts a conduit le pays à travailler à un nouveau code forestier. On travaille aussi au renforcement des capacités au sein de l'agence nationale des forêts.
- ▶ L'association des parties prenantes à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques forestières nationales a contribué à susciter l'adhésion aux principes de la gestion durable des forêts.
- ▶ Depuis 2013, l'aide au développement de l'agriculture est l'une des grandes priorités du gouvernement, ce qui se traduit par l'accroissement des investissements consentis par l'État et par le renforcement de l'aide publique au développement dans ce domaine.

**ENCADRÉ 4.5**

FACTEURS CLÉS QUI CONTRIBUENT AUX TENDANCES POSITIVES CONSTATÉES AU GHANA S'AGISSANT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DU COUVERT FORESTIER

- ▶ Le pays se caractérise par sa stabilité politique et la cohérence dans la mise en oeuvre des politiques.
- ▶ Dans le programme de redressement économique, on a reconnu l'importance que revêtent une production agricole modernisée et durable et la gestion durable des forêts dans le cadre de la vision d'une économie transformée sur le plan structurel.
- ▶ La productivité agricole a été améliorée grâce à la mise en application des résultats de la recherche-développement, à l'investissement dans l'infrastructure (irrigation, par exemple), à l'utilisation d'engrais et à un soutien ciblé pour les petits agriculteurs.
- ▶ Le pays a recours aux études d'impact sur l'environnement pour réglementer la conversion des terres forestières en terres agricoles, et inversement.
- ▶ La gouvernance forestière s'est améliorée grâce à la réforme institutionnelle et au renforcement des capacités.
- ▶ Une réforme des droits sur les arbres est en cours; l'objectif est de donner aux agriculteurs un droit de propriété sur les arbres qu'ils ont plantés et le droit d'en tirer des avantages.
- ▶ L'investissement privé dans les plantations a été encouragé au moyen d'instruments financiers (comme ceux qui sont financés à partir des taxes prélevées sur les exportations de bois ressuyé) et de la distribution de terres dans les parties dégradées des réserves forestières.
- ▶ La participation des parties prenantes à l'élaboration des politiques est encouragée et des politiques ont été mises en place pour préserver les intérêts des communautés et des petites et moyennes entreprises forestières. Le pays a recours à des approches de gestion participative des forêts afin d'améliorer l'accès des communautés aux avantages tirés des forêts.



ENCADRÉ 4.6

FACTEURS CLÉS QUI CONTRIBUENT AUX TENDANCES POSITIVES CONSTATÉES EN **TUNISIE** S'AGISSANT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DU COUVERT FORESTIER

- ▶ La pauvreté a reculé, tout comme la croissance démographique.
- ▶ Les plans de développement national prennent en considération le rôle bénéfique des forêts dans la protection des terres contre l'érosion et la désertification. Les forêts font partie intégrante de la politique agricole; les objectifs sont de conserver les ressources en eau, de protéger les terres agricoles contre l'érosion, de prévenir le risque d'inondation et d'accroître la production agricole.
- ▶ La production agricole s'est accrue du fait de l'intensification, qui permet une meilleure utilisation des terres agricoles existantes, grâce, par exemple, à l'irrigation, aux engrais, à la mécanisation, aux semences améliorées et à de meilleures pratiques agricoles.
- ▶ Des sommes importantes, provenant des fonds publics et de l'aide publique au développement, ont été investies dans le développement de l'agriculture et des forêts. Cela a amélioré la productivité agricole tout en étendant le couvert forestier, ce qui permet de fournir des produits et services environnementaux forestiers et de l'emploi aux personnes les plus pauvres vivant dans les forêts ou près de celles-ci.
- ▶ Des mesures d'incitation à la création de plantations ont été adoptées, par exemple la fourniture gratuite de jeunes plants et la compensation de la perte du revenu agricole.
- ▶ Le développement des forêts est une priorité politique, et il existe une stratégie de financement pour les forêts qui contribue à mobiliser les fonds, y compris ceux de l'aide publique au développement, aux fins de la mise en œuvre des politiques forestières.
- ▶ Les réglementations pour le contrôle du changement d'utilisation des terres et la protection des forêts sont appliquées.

**ENCADRÉ 4.7**

FACTEURS CLÉS QUI CONTRIBUENT AUX TENDANCES POSITIVES CONSTATÉES AU VIET NAM S'AGISSANT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DU COUVERT FORESTIER

- La réforme économique, et notamment la libéralisation du commerce, a fait entrer le Viet Nam dans l'économie mondiale; la réforme agricole a placé les ménages d'agriculteurs au centre des activités économiques; et les entreprises forestières d'État ont été restructurées pour devenir des entreprises commerciales.
- Il existe une volonté politique de maintenir et d'accroître le couvert forestier; les grandes orientations sont traduites en stratégies, programmes et plans sectoriels.
- Les décisions relatives à la conversion des terres, notamment l'affectation des terres agricoles et forestières à d'autres utilisations, s'appuient sur des documents de planification de l'utilisation des terres au niveau national.
- Un soutien a été apporté à la fois au secteur agricole et au secteur forestier, et il a été fixé des objectifs clairs pour le développement de l'agriculture, la production alimentaire ainsi que la protection et le développement des forêts.
- Le régime foncier a été réformé de façon à sécuriser les droits fonciers et, de ce fait, à encourager l'investissement à long terme.
- Les autorités ont eu recours à des instruments de politique en vue de favoriser la mise en œuvre d'une politique agricole visant à l'amélioration de la productivité agricole. Ces instruments sont notamment l'exonération de l'impôt foncier, des prêts accordés à des conditions de faveur, des garanties de prix, l'appui en vue de la mécanisation et de la réduction des pertes après récolte ou encore les interventions dans les primes des assurances agricoles.
- Le pays a recours à des instruments financiers, par exemple les mécanismes de rémunération des services environnementaux forestiers, pour contribuer à la gestion durable des forêts, à l'amélioration des moyens d'existence et à la protection de l'environnement.
- Le pays est passé d'une foresterie d'État à une foresterie multipartites, en mettant l'accent sur la participation active des populations locales et sur la gestion communautaire des forêts, ce qui s'est traduit notamment par un programme d'allocation de terres forestières et par la conclusion de contrats de protection des forêts avec les ménages locaux.

MESSAGES CLÉS

FAIRE DE LA PLACE AUX FORÊTS ET À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



1 Des études de cas menées dans plusieurs pays montrent que les **RÉFORMES ÉCONOMIQUES** peuvent contribuer à améliorer la sécurité alimentaire tout en maintenant ou en accroissant le couvert forestier. Des politiques agricoles à vocation commerciale, assorties de garde-fous aux niveaux social et environnemental, ont contribué à améliorer la productivité grâce à l'accroissement des investissements, en particulier par le secteur privé, sans nécessiter d'expansion des terres agricoles pour accroître la production.



2 Les politiques efficaces relatives à l'utilisation des terres reconnaissent la **PLEINE VALEUR ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE DES FORÊTS**, et notamment leur rôle dans la mise en œuvre de programmes plus larges de développement économique et de réduction de la pauvreté.



3 Des cadres juridiques et institutionnels efficaces et exhaustifs donnent des **DROITS FONCIERS ET FORESTIERS PRÉVISIBLES ET SÛRS**, assortis de droits sur les arbres et sur les produits et services issus de ces arbres, et des mesures permettant de réguler efficacement le changement d'utilisation des terres. Le renforcement des capacités des organisations de producteurs et des organisations communautaires permet d'améliorer les cadres institutionnels.



4 Le **TRANSFERT DES DROITS RELATIFS À LA GESTION DES FORÊTS** aux communautés locales et aux petits agriculteurs aide à améliorer l'accès aux bénéfices provenant des forêts, ce qui contribue à une meilleure reconnaissance de la valeur des forêts. Pour que la gestion participative des forêts soit efficace, les organismes publics et les organisations communautaires doivent comprendre leurs rôles et avoir les capacités de les assumer.



5 Plusieurs approches permettent d'intégrer la gestion de l'utilisation des terres et la gestion des paysages, notamment la définition de **CADRES STRATÉGIQUES POUR L'UTILISATION DES TERRES**, la collaboration entre les instituts agricoles et forestiers en matière de recherche, de développement et de vulgarisation, le renforcement des liens entre les exploitations agricoles et les forêts ou encore la promotion de l'agroforesterie.

VERS UNE MEILLEURE GOUVERNANCE DE L'UTILISATION DES TERRES POUR LES FORÊTS ET L'AGRICULTURE

Entre 1990 et 2015, la superficie forestière mondiale a diminué de 129 millions d'hectares (3,1 pour cent) et est aujourd'hui d'un peu moins de 4 milliards d'hectares. Bien que la perte forestière nette, au niveau mondial, ait ralenti et soit passée d'une moyenne de 7,3 millions d'hectares par an dans les années 1990 à 3,3 millions d'hectares par an sur la période 2010-2015 (FAO, 2015a), la déforestation reste tout de même très préoccupante (ONU, 2015b). En mettant un terme à la perte de forêt, on aidera des centaines de millions de personnes, dont bon nombre des personnes les plus pauvres au monde, qui dépendent des biens et des services environnementaux forestiers pour leur subsistance. On contribuera aussi à lutter contre le changement climatique, à protéger les habitats de 75 pour cent de la biodiversité terrestre du monde et à préserver la résilience des écosystèmes – ce qui favorisera l'agriculture durable.

Ces 25 dernières années, la plus grande partie de la perte de superficie forestière s'est concentrée dans le domaine tropical, où la population continue de croître, notamment dans les zones rurales. À l'inverse, on a constaté une augmentation nette de la superficie forestière dans le domaine tempéré, où la population rurale est généralement en recul. Il existe des liens clairs entre perte forestière et revenu national: sur la période 2000-2010, les pays à revenu élevé ont enregistré, dans l'ensemble, une augmentation de leur superficie forestière, tandis que les pays à revenu intermédiaire de la tranche

supérieure, à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et à faible revenu ont tous enregistré, dans l'ensemble, une diminution de leur superficie forestière (les baisses les plus importantes ont été constatées dans le groupe des pays à faible revenu).

La conversion des terres forestières pour l'agriculture reste le principal moteur de déforestation. Sur la période 2000-2010, la perte de forêt dans le domaine tropical (7 millions d'hectares par an) a été du même ordre de grandeur que l'accroissement de la superficie agricole (6 millions d'hectares par an). La plus grande partie de cette perte forestière, et de cet accroissement de la superficie agricole, a été constatée en Amérique du Sud, en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud et du Sud-Est. Selon les estimations, dans les pays tropicaux et subtropicaux, les causes de la déforestation sont l'agriculture commerciale à grande échelle (responsable de 40 pour cent de la déforestation), l'agriculture locale de subsistance (33 pour cent) et l'expansion des zones urbaines, l'infrastructure et les industries extractives (27 pour cent).

Souvent, le développement de l'agriculture à grande échelle est axé sur les exportations et contribue relativement peu à l'approvisionnement alimentaire local, bien qu'il puisse générer des avantages économiques plus larges. L'agriculture commerciale est responsable de près de 70 pour cent de la déforestation en Amérique latine; en Amazonie, l'élevage extensif, la culture de soja et les plantations de palmiers à huile sont des causes importantes de déforestation

depuis 1990. Les plantations de palmiers à huile remplacent de vastes superficies de forêt naturelle en Asie du Sud-Est. Il faut mettre en place des garde-fous aux niveaux social et environnemental afin d'éviter les conséquences négatives; des mesures prises volontairement par le secteur privé, telles que des mécanismes de certification et des moratoires sur l'achat de produits issus de zones déboisées, sont utiles et ont permis des évolutions positives (par exemple une réduction de la déforestation en Amazonie).

L'agriculture commerciale à grande échelle est à l'origine d'un tiers de la déforestation en Afrique. L'agriculture de subsistance est importante pour les moyens d'existence de nombreux ménages pauvres en Afrique; les initiatives visant à l'amélioration de l'efficacité de ce type d'agriculture, telles que le renforcement des organisations d'agriculteurs, doivent être combinées avec des programmes plus larges de développement rural et de protection sociale. Certaines études de cas ont donné des exemples de programmes d'aide qui visaient, par exemple, le cofinancement des projets d'agroforesterie et d'investissement agricole, le renforcement des organisations de producteurs, le développement des compétences et l'accès au microcrédit, aux mesures d'incitation financière, aux prêts assortis de conditions de faveur et aux garanties de prix. Les mesures de ce type s'inscrivent souvent dans des programmes plus larges de développement socioéconomique et de lutte contre la pauvreté qui visent les groupes vulnérables et les régions connaissant des difficultés spéciales.

Les facteurs sous-jacents qui interviennent dans la conversion des forêts sont notamment la croissance démographique, le développement de l'agriculture,

les régimes fonciers et la gouvernance du changement d'utilisation des terres.

Comme le montrent les études de cas, ces éléments auront plus ou moins d'importance en fonction du contexte national. Depuis 1990, la population mondiale s'est accrue de 37 pour cent, et la consommation alimentaire, de 40 pour cent. La consommation alimentaire va continuer de croître à mesure que la population va continuer d'augmenter, et aussi à mesure que les modes de consommation alimentaire vont évoluer; on constatera aussi probablement une hausse de la demande de terres pour produire d'autres produits tels que les agrocarburants. La sécurité alimentaire est de plus en plus liée aux relations commerciales internationales, tout comme la vulnérabilité des forêts, étant donné que l'agriculture dans les pays à revenu plus faible se développe souvent en réponse aux demandes des pays à revenu plus élevé.

Bien que la sécurité alimentaire, l'agriculture durable et la gestion durable des forêts soient toutes des priorités mondiales, l'analyse des documents de politique présentée ici montre que **les décisions sur les priorités relatives à l'utilisation des terres et aux ressources naturelles ne sont pas toujours prises de façon intégrée au niveau national.** Il est nécessaire de mieux coordonner les politiques relatives aux forêts, à l'agriculture, à l'alimentation, à l'utilisation des terres, au développement rural et au développement national. Par exemple, les politiques agricoles doivent être plus explicites quant aux implications que les stratégies de production alimentaire peuvent avoir sur les forêts et la gestion durable des terres. Plusieurs études de cas ont montré combien il était important de reconnaître la valeur des forêts, ainsi que l'importance de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, dans les stratégies nationales plus larges de développement

économique, de développement rural et de réduction de la pauvreté.

Des problèmes surviennent lorsque le cadre juridique qui régit le changement d'utilisation des terres est fragmenté et incohérent, ce qui peut arriver lorsque les politiques nationales relatives à l'utilisation des terres sont peu développées ou inexistantes, ou en cas de coordination insuffisante lors de la mise au point des instruments juridiques. En raison de cette fragmentation et de cette incohérence, il peut être plus difficile d'appliquer efficacement les lois, et le recul des forêts est plus probable, notamment du fait de la conversion illégale des forêts pour l'agriculture ou d'autres utilisations des terres. Les lois seront probablement appliquées plus efficacement si toutes les parties prenantes comprennent et soutiennent les prescriptions légales. Les autres conditions préalables à la gestion durable des terres sont la sécurité foncière, la reconnaissance officielle des droits coutumiers d'utilisation des terres et des biens forestiers et le renforcement des droits des groupes vulnérables tels que les femmes pauvres et tributaires des forêts.

Il est essentiel de choisir les bons outils pour appuyer la mise en œuvre des politiques. Par exemple, si l'agriculture commerciale à grande échelle est l'une des causes principales du changement d'utilisation des terres, il est important d'utiliser des outils tels que des processus efficaces de réglementation du changement d'utilisation des terres, par exemple des évaluations de l'impact aux niveaux social et environnemental, afin de s'assurer que ce changement n'entraîne pas une déforestation indésirable. Par contre, si c'est l'agriculture locale de subsistance qui est l'une des causes principales, les outils de politique peuvent comprendre des mesures

plus larges de lutte contre la pauvreté, assorties d'actions visant à améliorer les pratiques agricoles locales et autres pratiques relatives à l'utilisation des terres. Dans certains des pays des études de cas, l'analyse des causes de la déforestation a été l'un des éléments qui ont servi de base à la conception des instruments de politique voulus.

Le recul des forêts est souvent lié à de faibles niveaux d'investissement dans l'agriculture et les forêts. L'encouragement de l'investissement agricole peut passer par la recherche et la vulgarisation, ainsi que par des mesures visant à améliorer la distribution et la commercialisation, à corriger les facteurs d'inefficacité dans les chaînes de valeur et à améliorer l'accès aux bonnes formes de financements. L'investissement innovant dans les forêts peut aider à atteindre des objectifs de politique publique plus larges, aux niveaux social et environnemental; on peut citer comme exemples les grands programmes de boisement et de réhabilitation des forêts à l'échelle du paysage ou l'intégration des forêts dans les stratégies de réduction de la pauvreté et de développement rural. Certains pays sont parvenus à créer des environnements porteurs efficaces pour l'investissement privé dans les forêts et ont été les premiers à utiliser des mécanismes de financement innovants, tels que les mécanismes de rémunération des services environnementaux. Dans plusieurs des pays des études de cas, le secteur public concentre son action non plus sur l'aide à la production mais bien sur la recherche-développement, les finances rurales, la promotion des exportations et le renforcement des organisations de producteurs. L'investissement direct du secteur public vise souvent des priorités environnementales, telles que la restauration des

sols et la plantation d'arbres, des priorités sociales, notamment les programmes de protection sociale, et la mobilisation de l'investissement privé.

On pourrait accorder une place centrale à la planification intégrée de l'utilisation des terres en vue de parvenir à une gestion durable des terres et d'améliorer la résilience des écosystèmes, de renforcer les synergies et les complémentarités entre les utilisations des terres à différentes échelles et de régler les conflits potentiels. La planification intégrée de l'utilisation des terres peut créer un cadre stratégique dans lequel on peut trouver un équilibre entre les utilisations des terres concurrentes et réunir les organismes publics et parties prenantes compétents afin d'évaluer les informations techniques portant, par exemple, sur la capacité des terres, la disponibilité des ressources naturelles et les besoins futurs attendus. Un autre moyen de renforcer la cohérence dans la gestion de l'utilisation des terres est d'unifier les cartes et les bases de données combinant des informations foncières fiables provenant de différents organismes. Pour mettre en place des approches intégrées de l'utilisation des terres à différentes échelles, on a pris différentes mesures dans les pays des études de cas, notamment: la mise au point de cadres stratégiques globaux concernant l'utilisation des terres sur lesquels appuyer les décisions, l'amélioration de la coopération entre les instituts de recherche agricole et forestière et la promotion des systèmes d'agroforesterie.

Les partenariats avec la société civile et le secteur privé sont un élément clé des mécanismes institutionnels. La mise en œuvre efficace des politiques passe par l'implication des parties intéressées. Il est possible de développer encore plus les initiatives de gouvernance privée, telles que les

mécanismes volontaires de certification, les moratoires ou les engagements à mettre en place des chaînes d'approvisionnement «sans déforestation», en renforçant les partenariats entre le secteur privé, les organisations de la société civile, les organismes publics nationaux et locaux et les organisations internationales.

Le transfert des droits de gestion des forêts aux communautés locales et aux petits exploitants peut améliorer l'accès aux bénéfices provenant des forêts, et sensibiliser les acteurs à ces bénéfices, au moyen d'une gestion participative des forêts. Dans les pays des études de cas, ce transfert a également conduit à une meilleure prise de conscience de la valeur des forêts au sein des communautés locales. Pour que la gestion participative des forêts soit efficace, il faut définir clairement les rôles et responsabilités respectifs des organismes publics et des organisations communautaires, et veiller à ce que ceux-ci soient capables d'assumer leurs rôles.

Pour atteindre les différents objectifs en termes d'utilisation des terres et de ressources naturelles, il faut suivre une approche sur plusieurs fronts comprenant la coordination de la mise au point des politiques et de la planification de l'utilisation des terres, la protection juridique des forêts, une plus grande sécurité foncière, une implication forte des parties prenantes, un meilleur suivi de la déforestation, une coopération forte avec le secteur privé et la société civile sur les initiatives volontaires et le recours à des instruments financiers bien conçus et ciblés. Les études de cas montrent des façons d'y arriver, mais elles démontrent aussi qu'il est important d'adopter des approches différentes lorsque les contextes sont différents et qu'il faut s'adapter à l'évolution de la situation.

2016

SITUATION DES FORÊTS DU MONDE

FORÊTS ET AGRICULTURE: DÉFIS ET POSSIBILITÉS CONCERNANT L'UTILISATION DES TERRES

Stabilisateurs des sols et du climat, régulateurs des cours d'eau, dispensateurs d'ombrage et d'abris ainsi que d'un habitat pour les pollinisateurs et les ennemis naturels des ravageurs d'importance agricole, les forêts et les arbres sous-tendent la durabilité de l'agriculture. Source appréciable de nourriture, d'énergie et de revenu, ils contribuent également à la sécurité alimentaire de centaines de millions de personnes. L'agriculture demeure cependant le principal moteur de la déforestation dans le monde, et les politiques agricoles, forestières et foncières sont souvent en contradiction les unes avec les autres.

La *Situation des forêts du monde 2016* montre, exemples à l'appui (Costa Rica, Chili, Gambie, Géorgie, Ghana, Tunisie et Viet Nam), qu'il est possible tout à la fois d'accroître la productivité agricole, de renforcer la sécurité alimentaire et d'arrêter – voire de faire reculer – la déforestation. L'équilibre à trouver entre les utilisations des terres passe par une planification intégrée, s'appuyant sur des outils d'intervention appropriés de nature à favoriser la durabilité des forêts comme celle de l'agriculture.

Cette brochure reprend les messages clés et le contenu du rapport sur la *Situation des forêts du monde 2016*.

